

PREFECTURE DE LA REGION NORD – PAS-DE-CALAIS

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nord – Pas-de-Calais

UNITE TERRITORIALE DE VALENCIENNES  
Parc d'Activités de l'Aérodrome  
BP 800  
59309 VALENCIENNES CEDEX  
Horaires d'ouverture : 8h30-12h00 / 14h00 -17h30

Référence : JMC/V2.2009.477

Prouvy, le 29 septembre 2009

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS  
CLASSEES**

(pour présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des  
Risques Sanitaires et Technologiques)

*EQUIPE* : V2  
*N° GIDIC* : 070.00727  
*Assujettissement TGAP* : oui

**OBJET** : RENAULT Douai SNC à Douai.  
Rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

**P.J.** : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

<b>1 RENSEIGNEMENTS GENERAUX :</b>	<b>1</b>
<b>2 OBJET</b>	<b>2</b>
<b>3 PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT</b>	<b>2</b>
<b>4 PROJET D'ARRETE COMPLEMENTAIRE</b>	<b>2</b>
<b>5 SUITES PROPOSEES</b>	<b>3</b>

**1 RENSEIGNEMENTS GENERAUX :**

<i>Raison sociale</i>	: RENAULT Douai SNC
<i>Adresse du siège social</i>	: 19, quai Le Gallo – 92109 BOULOGNE BILLANCOURT
<i>Adresse de l'établissement</i>	: Usine Georges Besse – 59509 DOUAI CEDEX
<i>Activité</i>	: Construction Automobile
<i>Situation administrative</i>	: Arrêté préfectoral du 10 avril 2006.

Renault\_Douai\_RapportCoderst\_070.00727\_29092009

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00 -18h00

Tél. : 03 20 13 48 48 – fax : 03 20 13 48 78

44, rue de Tournai – BP 259 – 59019 Lille cedex

[www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr](http://www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr)

## **2 OBJET**

La directive cadre sur l'eau DCE 2000/60/CE du 23 octobre 2000 prévoit la mise en œuvre des actions qui doivent permettre l'atteinte du bon état des masses d'eau en 2015. Elle vise également la réduction progressive, voire la suppression des rejets de substances dangereuses compte tenu de leur caractère toxique, persistant et bioaccumulable pour le milieu aquatique.

Suite à l'adoption de cette directive, le Ministère en charge de l'environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées (action RSDE).

Au niveau national, la première phase de l'action de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) par les installations classées s'est déroulée de 2002 à 2007. Elle a porté sur la recherche de 106 substances dangereuses pour chaque rejet. Elle a été déclinée en Nord-Pas-de-Calais auprès de 240 établissements, en vue d'acquérir ou d'approfondir la connaissance des rejets industriels des substances dangereuses.

Le bilan national des données de cette première phase a permis de capitaliser des données sur la métrologie des substances, et de dresser la liste des substances dangereuses caractéristiques de chaque secteur d'activité. Le bilan régional a permis de cibler les enjeux locaux.

Sur la base du bilan national, la circulaire du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire du 5 janvier 2009 définit une deuxième phase de cette action qui va consister à mettre en place des actions généralisées, déclinées par secteur industriel, de surveillance, de quantification, puis conjointement ou consécutivement de réduction des flux de substances toxiques déversées dans les rejets des ICPE.

L'exploitant est concerné en priorité par l'application de la circulaire du 05 janvier 2009.

## **3 PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT**

La société RENAULT, implantée depuis 1970 sur les communes de Cuincy et Lambres-lez-Douai, est spécialisée dans la fabrication de véhicules de la famille Mégane 2 et Scénic II.

## **4 PROJET D'ARRETE COMPLEMENTAIRE**

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport fixe la liste des substances qui doivent faire l'objet d'une première phase de surveillance sur une durée de six mois, dans les eaux rejetées par l'exploitant, afin de vérifier leur présence et de la quantifier le cas échéant.

Cette liste de substances est établie en fonction :

- du secteur d'activité de l'établissement : industrie de traitement de surface, industrie de la transformation des métaux ferreux,
- de l'état de la masse d'eau dans laquelle s'effectue in fine le rejet des eaux,
- des résultats de la première phase de l'action RSDE.

Au terme de cette surveillance initiale et au regard des résultats obtenus, la nécessité de poursuivre la surveillance et de revoir le cas échéant la liste des substances recherchées sera étudiée. Des actions de réduction voire de suppression des rejets de substances dangereuses pourront être imposées.

L'exploitant a été consulté sur ce projet d'arrêté et ses remarques prises en considération (mais pas toutes retenues). Finalement, ont été retenues :

- les substances figurant en gras dans la liste des secteurs d'activité n°21 (industrie de traitement de surface) et n°20 (activité de travail mécanique des métaux) de la circulaire du 5 janvier 2009.

Les arguments avancés par l'exploitant ne permettaient pas de retirer certains paramètres de la liste. En effet, RENAULT dispose bien d'une base de données recensant l'ensemble des substances utilisées par le site. Mais, à titre d'exemple, le monobutylétain-cation, bien qu'il ne soit pas identifié dans cette base de données, a été détecté lors de la 1<sup>ère</sup> campagne. En outre, les résultats de la première campagne de mesures ne sont pas suffisamment représentatifs (une seule mesure) pour qu'on puisse exclure un paramètre n'ayant pas été mesuré, ce qui est d'autant plus vrai que les limites de quantification étaient souvent supérieures à celles prévues par l'actuel projet d'arrêté.

## **5 SUITES PROPOSEES**

L'Inspection des installations classées propose au préfet du Nord d'imposer à l'exploitant les prescriptions reprises dans le projet d'arrêté joint au présent rapport, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement, et après avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

L'Inspecteur des Installations Classées,  
Ingénieur de l'Industrie et des Mines

Vu et transmis à Monsieur le Chef du Service Risques  
Prouvy, le 29 septembre 2009  
Le Chef d'Unité

Vu et transmis avec avis conforme à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du Nord  
Cité Administrative  
59011 LILLE CEDEX pour passage en CODERST
- Monsieur le Préfet de la Région Nord Pas-de-Calais, Préfet du Nord – DAGE/3<sup>ème</sup> bureau  
12 et 14 rue Jean Sans Peur  
59039 LILLE CEDEX

Douai, le 27 octobre 2010  
Pour le Directeur et par délégation  
L'Ingénieur des Mines,  
Chef du Service Risques

